

la campagne de bertrand renouvin

***la nouvelle* ACTION FRANÇAISE**

ni l'un ni l'autre

éditorial par bertrand renouvin

Giscard contre Mitterrand. L'un et l'autre souhaitant que « la France » triomphe en définitive. « La France » c'est-à-dire eux, leurs partisans et leurs électeurs. « La France » c'est-à-dire que les autres en sont exclus.

Telle est la situation, absurde mais inévitable, au soir du premier tour des élections présidentielles. Deux camps s'affrontent, dans un combat d'autant plus acharné que l'écart entre les deux candidats semble devoir être très mince le 19 mai.

On peut s'attendre à tous les coups, et parmi les plus bas. A tous les arguments, et parmi les plus grossiers. « L'anticommunisme » va faire fureur, d'un côté de la barricade. Et, de l'autre, la mystique du « Pro-

gramme commun », agrémentée d'un zeste d'indépendance nationale peut séduire les électeurs de Chaban-Delmas. Ne parlons pas des coulisses, où tout est ignoble depuis le début.

Pour quel résultat ? Un Président qui sera moins que jamais celui de tous les Français : que ce soit la droite ou la gauche qui l'emporte, une partie des Français se sentira — et sera — exclue de la communauté nationale. Ainsi va la démocratie, depuis longtemps déjà : l'affrontement, la guerre civile froide ou chaude ne cessent d'y naître et d'y renaître, comme on le vérifiera une fois de plus après le second tour.

Victoire de la gauche ? C'est le couvercle trop longtemps et trop abu-

sivement vissé qui risque de sauter. Sans doute le Parti communiste et la C.G.T. joueront leur rôle habituel de défenseurs de l'ordre établi. Mais leur situation sera difficile face aux révoltes qui couvent. C'est aussi, à plus ou moins court terme, le blocage institutionnel suivi d'élections législatives : une nouvelle fois la roulette russe.

Victoire de la droite ? C'est l'explosion immédiate, d'autant plus brutale que l'espoir d'une victoire de la gauche aura été vif. Grèves longues et dures, manifestations, répression qui donnera une nouvelle ampleur au conflit, porte ouverte à toutes les aventures...

(suite en page 3)

premier tour

redistribution des

Le premier tour des élections présidentielles a consacré la bipolarisation de la vie politique à laquelle le général de Gaulle et Georges Pompidou avaient travaillé. Mais il marque aussi une profonde redistribution des cartes politiques et même, sans doute, la fin de la République gaullienne.

DU GAULLISME HISTORIQUE À LA DROITE D'AFFAIRES

Le grand vaincu de ce scrutin est M. Chaban-Delmas et, à travers lui, le gaullisme historique.

Depuis 1958 les différentes formations se réclamant du général (U.N.R., U.D. V^e puis U.D.R.) s'étaient efforcées de capter à leur profit les voix de la droite. Mais dans le même temps, la formation gaulliste voulait offrir au pays le visage d'un rassemblement moderne, reprenant à son compte une partie des aspirations populaires de l'électorat de gauche. *L'amalgame avait réussi.*

Les bastions « chouans » de l'Ouest ou conservateurs de l'Est votaient pour les candidats du général et amenaient au pouvoir des gestionnaires soucieux de modernité. C'est ainsi que pendant les derniers gouvernements Pompidou, puis durant les trois années du ministère Chaban-Delmas, la France connut un essor industriel sans précédent, non finalisé certes, mais créant un dynamisme qui aurait pu être ultérieurement capté dans un autre cadre politique pour faire prospérer une société authentiquement communautaire.

L'Etat U.D.R. s'était attaché à re-nationaliser une droite qui oscille trop souvent entre les cocoricos à la Déroulède et l'affairisme apatride. Ainsi avait été affirmée la primauté de l'indépendance nationale face à tous les européismes et tous les atlantismes.

Face à l'U.D.R. investie de l'appui du général de Gaulle, les familles traditionnelles de la droite et du centre n'avaient le choix qu'entre le ralliement et le laminage. C'est ainsi que le Centre Démocrate, héritier de feu le M.R.P., avait été contraint à une opposition sans espoir et les indépendants de M. Giscard d'Estaing confinés au rôle de brillants seconds. La loi électorale qui impliquait la bi-polarisation de la vie politique rendait ce phénomène inéluctable.

Le départ du général de Gaulle, le ralliement des centristes de M. Duhamel, le patient travail de termites de M. Giscard ont contribué dès le « quinquennat » de M. Pompidou à éroder la suprématie de l'U.D.R. De plus le Président de la République s'est ingénié à « casser » les uns après les autres les barons du gaullisme. Le départ de M. Chaban-Delmas de Matignon en juillet 1972, son remplacement par le pâle M. Messmer ont marqué une étape décisive dans ce processus.

La disparition inopinée du Président Pompidou a fait le reste. L'U.D.R. privée de tête, divisée et incertaine, n'a su imposer son candidat. La réputation d'affairisme et de débrouillardise fiscale du maire de Bordeaux, soigneusement entretenue par les amis du ministre des

Finances, n'a pas arrangé son image de marque. Dès lors M. Valéry Giscard d'Estaing faisait figure aux yeux de l'électorat, de champion principal d'une majorité élargie aux lecanuettistes. Au fil des sondages, la cote de l'ancien Premier ministre s'est effritée inexorablement. Avec 14 % contre 33 % à M. Giscard d'Estaing, le candidat U.D.R. rassemble moins de voix sur son nom que n'en avait réuni la jeune U.N.R. en 1958 alors que de Gaulle n'avait pas encore brisé le centre et la droite traditionnelle. *A son tour l'U.D.R. est laminée par la bi-polarisation.*

Le visage que la droite va offrir désormais au pays ne sera pas beau à voir : malthusianisme économique à la Pinay, gestion à la petite semaine, tracassière et sans imagination, complicité avec les castes les plus orgueilleuses et les plus rétrogrades du patronat, renonciation — malgré les promesses pré-électorales — à toute politique véritable d'indépendance nationale.

VERS LE SYSTEME MITTERRAND

Face à la droite façon Giscard, M. Mitterrand réalise un score substantiel (43,5 % des suffrages exprimés) mais légèrement inférieur au potentiel qui lui aurait été nécessaire pour aborder sans trop d'inquiétudes le second tour. Aux législatives de 1967, P.C., F.G.D.S., radicaux et P.S.U. avaient réalisé 43,6 % des suffrages exprimés. En 1973 les mêmes partis (gauchistes exclus) avaient réalisé quelque 44 % des suffrages exprimés. A première vue la gauche campe sur ses positions. L'analyse détaillée des résultats montre en réalité que se continue en son sein une évolution déjà amorcée lors des élections de 1973.

Dans les vieux fiefs de la gauche des notables, M. Mitterrand ne fait pas le plein de l'électorat. Ses voix (jointes à celles de Krivine, Laguiller et Dumont) ne totalisent que 46 % des suffrages à Cambrai (55 % en 1973), 50 % contre 57 % à Nîmes, 54 % contre 59 % à Sète, 61 % contre 66 % à Nanterre, etc.

En revanche la gauche progresse dans les régions de l'Ouest et de l'Est où elle était traditionnellement faible. C'est ainsi qu'elle monte de 23,6 à 32 % des suffrages à Colmar.

Autrement dit, socialistes et communistes, éloignés depuis trop longtemps du pouvoir voient petit à petit leurs clientèles s'effriter. La capitale du Midi rouge, Toulouse, s'était déjà donnée aux Giscardiens en 1971. La région tend maintenant à se tourner dans une certaine mesure vers l'homme qui était donné favori, jusqu'à ces derniers jours, dans la course à l'Elysée.

Or cette gauche qui s'étiole d'un côté reçoit une vigueur accrue d'un autre grâce à l'apport du courant chrétien de gauche. Le renouveau du Parti socialiste est le fruit de vingt ans d'action catholique. La personnalisation de la campagne sur le nom de M. Mitterrand aidant, le Parti socialiste pourrait bien devenir demain le premier parti de gauche.

Mais il s'agirait d'un parti dans lequel les notables traditionnels céderaient peu à peu le pas aux représentants des « forces vives » et autres « couches nouvelles » du syndicalisme et de l'action locale naguère tentées par le P.S.U. On peut se demander si le parti de Rocard ne va pas s'intégrer progressivement au Parti socialiste.

Cette gauche renouée, porteuse des espoirs de nombreux Français actifs pourrait être bien cruellement déçue demain si son candidat venait à l'emporter : Mitterrand n'est qu'un cynique assoiffé de pouvoir qui se soucie fort peu de « changer la vie ». Le Programme commun de la gauche, morne catalogue de coûteuses nationalisations et de mesures démagogiques, est strictement inapplicable. Cela Mitterrand le sait et s'en moque : entré à l'Elysée, il chercherait à gouverner au jour le jour en neutralisant un partenaire communiste encore plus stupide que méchant. Mais de grand projet pour la France et les Français, n'y comptons point !

MARGINIAUX EN TOUS GENRES

L'examen des scores des candidats « marginaux » ne manque pas d'intérêt car il permet de révéler les préoccupations de nos concitoyens.

Notons d'abord l'échec de MM. Royer et Krivine.

M. Royer a eu beau s'efforcer durant cette campagne de prendre un style gaullien, il n'est parvenu qu'à fédérer les débris de l'extrême-droite où on rencontre surtout les partisans d'un certain « ordre moral ». Et par un paradoxe comique, ils votent pour un ministre du gouvernement Messmer, auteur de la loi sur l'avortement. M. Royer peut protester aujourd'hui de son hostilité à l'avortement. Il ne s'est pas désolidarisé pour autant voici un an de MM. Messmer - Poniatowski - Giscard. Et au deuxième tour les 4 % résiduels réunis par Royer (et Le Pen) iront rejoindre le camp du promoteur de la libéralisation de l'avortement.

Quant à Krivine, sa tête de carnassier triste égaré dans une pâtisserie a écœuré l'électorat

si vous ê

- 1) l'avortement libre, discret et bourgeois, censitaire et honorable ;
 - 2) l'accroissement de la richesse des plus riches par prélèvement sur le revenu des plus pauvres ;
 - 3) la division de la France entre le bloc du capital et le bloc du travail ;
 - 4) la technocratie comme système de Gouvernement ;
 - 5) la réservation des loisirs, des spectacles, de la culture à ceux qui peuvent payer ;
 - 6) la reconnaissance légale du droit à la spéculation sous toutes ses formes ;
 - 7) la création d'économies par la suppression des indemnités aux rapatriés et le renvoi des harkis en Afrique du Nord ;
 - 8) le maintien du profit de quelques-uns par l'exploitation systématique de la main-d'œuvre étrangère ;
 - 9) une nécessaire centralisation de toutes les activités politiques, administratives et économiques dangereusement menacée par la renaissance des libertés locales et professionnelles ;
 - 10) pour l'acquisition fiscale érigée en raison d'Etat.
- Alors, vous avez choisi votre candidat : vous voterez pour Giscard.

AVIS AUX ABONNES

Les abonnés dont la bande porte la mention 6/72, 6/73 ou 6/74 voient leur service du journal se terminer à la fin du mois. Ils nous rendraient un grand service en renouvelant spontanément leur abonnement.

cartes

même gauchiste. En outre le caractère paramilitaire d'un Front communiste révolutionnaire dont le service d'ordre est souvent composé de nervis l'a fortement desservi : il ne retrouve même pas la moitié de ses voix de 1969.

En revanche Arlette Laguiller parvient à rassembler 2,5 % des voix. Elle déborde largement l'audience de « Lutte Ouvrière ». Le caractère authentique de son témoignage, sa sincérité, son battant ont touché nombre d'électeurs qui se sont reconnus en elle. Ce courant populiste égaré pour l'instant dans les marécages du trotskysme peut devenir demain une force porteuse d'avenir.

De même, il est intéressant de noter que René Dumont a réalisé un score non négligeable dans les grandes villes victimes de l'urbanisation délirante et de la pollution.

ET BERTRAND ?

Et Bertrand Renouvin dans l'affaire ? 0,2 % des voix seulement certes ! Mais lui-même avait demandé que l'on ne vote pas pour lui ! L'essentiel est qu'il ait poussé les électeurs à réfléchir. Dans ce cas, gaullistes déçus, chrétiens de gauche égarés chez Mitterrand, populistes fourvoyés à l'extrême-gauche pourraient bien demain se souvenir de lui et des idées qu'il a défendues.

Le triple blocage institutionnel, social et national que Mitterrand ou Giscard porteront demain au paroxysme, les inciteront fortement à méditer sur les thèmes qu'il a développés durant la campagne. A nous de préparer dès maintenant l'accueil de tous ces Français dégoûtés des jeux de l'urne et du hasard.

Paul MAISONBLANCHE

la certitude du pire

(suite de l'éditorial)

D'un côté, la droite que nous récusons : celle de l'argent-roi, de la dictature technocratique, de la conservation sociale, celle qui ne conçoit son avenir que sous l'aile protectrice de l'impérialisme américain.

De l'autre, la gauche que nous contestons : celle des jacobins du Parti communiste, des gestionnaires de la société capitaliste, des vieux chevaux de retour de la IV^e République.

D'un côté et de l'autre, la désintégration des institutions et la remise en cause de l'indépendance nationale — car le risque d'intégration européenne et de pro-atlantisme est aussi fort d'un côté comme de l'autre.

Est-il besoin de dire que nous ne pouvons choisir entre Mitterrand et Giscard d'Estaing ? La solution n'est pas en eux. Elle n'est pas non plus dans le système actuel, quoi qu'il en advienne.

C'est pourquoi nous devons, dès aujourd'hui, nous placer dans la perspective de l'après-campagne et poursuivre, en dehors des clans en présence, notre effort de réflexion et d'action.

Bertrand RENOUVIN

DECLARATION DE B. RENOUVIN APRES LES RESULTATS DU PREMIER TOUR

Je me suis présenté aux élections présidentielles pour mener une campagne de réflexion sur les problèmes de l'Etat, de la société et de la nation.

A l'issue de cette campagne, menée avec des moyens matériels dérisoires et entravée par tous ceux qui n'acceptent pas l'expression d'idées nouvelles, j'avais indiqué expressément que je ne sollicitais aucune voix.

Cependant je constate que plusieurs dizaines de milliers de Français, refusant les clivages politiques artificiels, ont tenu à me manifester leur sympathie par leur suffrage. Je les en remercie et les appelle à me rejoindre afin que nous engagions ensemble l'action pour la restauration de l'Etat, la défense de l'indépendance nationale et la reconquête de nos libertés de citoyens.

mercredis de la naf

Mercredi 8 mai, à 21 heures, 12, rue du Renard (salle du 2^e étage).

Conférence suivie de débat.

« Mitterrand - Giscard deux scénarios de l'inacceptable », par Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

communiqué du comité directeur

Face à la situation politique créée par le premier tour des élections présidentielles, le Comité Directeur de la Nouvelle Action Française constate que les deux candidats restant en présence ne peuvent ni l'un ni l'autre apporter de solution véritable aux problèmes qui se posent à la France.

Nous ne pouvons accorder la moindre confiance à M. Mitterrand. Pur gestionnaire de la société industrielle, son arrivée au pouvoir provoquerait une crise institutionnelle grave qui pourrait aller jusqu'au blocage total du régime. Il n'offre de plus aucune garantie quant à l'indépendance nationale du fait, en particulier, de son alliance avec le Parti communiste.

Nous ne pouvons accorder la moindre confiance à M. Giscard d'Estaing. Il représente l'argent, la technocratie et la centralisation sous toutes ses formes et risque de faire basculer la France dans le bloc américain. Sa position favorable à l'avortement achève de le disqualifier.

L'affrontement électoral divise profondément la France en deux camps. Il compromettra la paix civile au lendemain du second tour. Que ce soit la « droite » ou la « gauche » qui l'emporte, une moitié des Français se sentira rejetée de la communauté nationale.

S'étant toujours placée en dehors des cliques habituels la « Nouvelle Action Française » dénonce les périls qui menacent l'unité de la Nation et appelle les Français à la rejoindre pour la restauration de l'Etat, la reconquête des pouvoirs par le citoyen et l'édification d'une société qualitative et communautaire.

es pour...

1) l'avortement libre — dans des avortoirs d'Etat — et remboursé par la Sécurité sociale ;

2) les crises à répétition entre le Gouvernement et l'Assemblée, conduisant — à terme — à une paralysie de l'Etat ;

3) la prolifération d'une bureaucratie étatique grâce à quelques nationalisations ;

4) la répression des revendications sociales par une bureaucratie syndicale aux ordres du Pouvoir ;

5) le sur-développement d'un système éducatif de plus en plus coupé du réel ;

6) la création de mini-parlements régionaux inféodés aux partis ;

7) la remise en cause de la force de dissuasion ;

8) la subordination de l'indépendance nationale à la construction nécessaire d'une Europe socialiste ;

9) la mainmise des sociétés multinationales sur notre économie avec la complicité des puissances financières ;

10) le retour au pouvoir d'un « routier » de la IV^e République, fidèle serviteur de l'atlantisme.

Alors vous avez choisi votre candidat : vous voterez pour Mitterrand.

Eh bien non, je ne ferai pas comme les autres candidats. Dans les quelques minutes qui me restent, je ne vous supplierai pas de m'accorder vos suffrages dimanche prochain. Pour moi, l'essentiel n'est pas le nombre de voix. J'ai encore trop de choses à vous dire pour gaspiller ces derniers instants en une quête effrénée de bulletins de vote.

Avant tout, je veux répondre aux questions que vous vous posez sur le sens de ma candidature.

Vous vous attendiez peut-être à trouver devant vous un polémiste qui ferait éclater l'écran sous ses imprécations. Au contraire, ma candidature fut toute de réflexion et de critique.

Réflexion sur la nature de l'Etat et sur les pouvoirs du citoyen. Critique de la société industrielle et dénonciation des dangers qui menacent l'indépendance nationale.

Je sais que beaucoup d'entre vous attendaient plus : des propositions pour l'avenir, peut-être un programme pour l'immédiat. Et ceci d'autant plus que mes convictions royalistes et mon appartenance à la **Nouvelle Action Française** sont largement connues.

Ce sont mes convictions qui m'empêchaient de faire une campagne royaliste : défenseur de l'indépendance de l'Etat à l'égard des partis, il eût été paradoxal que je brigue la fonction présidentielle en tant que partisan, en tant que représentant d'un mouvement politique défini. Candidat royaliste, j'aurais été un usurpateur.

Ce sont aussi mes convictions qui m'empêchaient de donner les définitions, de faire des propositions qu'on attend normalement d'un candidat : la monarchie n'est pas un prêt-à-porter, et tout programme, au surplus défini par un simple partisan, nuirait à la souplesse naturelle de l'institution. La monarchie n'est pas un parti, et surtout pas le parti des royalistes. Pour moi, elle représente l'indépendance de l'Etat et l'unité entre les Français. Aussi doit-elle se garder de tous ceux qui voudraient l'annexer,

ou simplement l'engager pour l'avenir.

Voilà pourquoi ma candidature était **sans étiquette**, sans référence partisane, sans programme pour l'avenir.

Je sais cependant qu'elle n'a pas été inutile. Ne fallait-il pas commencer par une réflexion critique sur nos institutions, sur notre société et sur notre pays ?

Mais ce n'est qu'un début. La fin de la campagne électorale marquera le commencement d'une action que je mènerai avec tous ceux qui m'ont compris, encouragé et aidé dans mon entreprise.

Je tiens donc à vous remercier, vous tous qui m'avez écrit. Sans avion, sans autorail spécial, sans argent, je n'ai pu parcourir la France pour faire votre connaissance. Ce n'est que partie remise. Et je tiens à remercier mes amis de La Nouvelle Action Française, de l'Union Royaliste Provençale, tous mes amis connus ou inconnus qui se sont mobilisés pour m'apporter leur soutien matériel et moral.

Beaucoup d'entre vous n'ont pas pu encore me joindre, soit parce que ma « profession de foi » ne leur est pas parvenue, soit parce que mes affiches n'ont pas été collées. Ils peuvent, ils doivent m'écrire à la **Nouvelle Action Française**, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}, où je reprends dimanche mes fonctions habituelles.

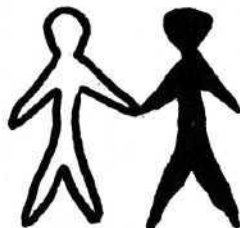
Mais une fois de plus, l'égalité juridique inscrite dans les textes aura été détruite par les privilèges de l'argent. Comme toujours, les riches auront été avantagés.

Mais quels que soient les obstacles matériels et financiers, je suis sûr que nous nous retrouverons pour restaurer l'Etat, pour défendre l'indépendance nationale et pour reconquérir, ensemble, nos libertés de citoyens.

TEXTE DE L'ALLOCUTION DE BERTRAND RENOUVIN du vendredi 3 mai au soir

Regrettons simplement l'attitude d'Europe n° 1 qui non seulement a ignoré la candidature de Bertrand Renouvin mais a refusé de transmettre la moindre intervention de Bertrand ou d'un membre du Comité de Soutien.

(*) R.T.L. / Radio Monte Carlo / Sud radio.



DOM-TOM

« C'est la doctrine qui a dicté le choix de Bertrand Renouvin, le candidat royaliste de la Nouvelle Action Française. Deux enfants, un Blanc et un Noir se tenant par la main, cela signifie que « La France qui se compose d'une multitude de races souvent mélangées n'a jamais été une entité ethnique ». On ajoute : « Ce dessin symbolise l'amitié qui doit unir ces races au sein de la nation française. »

« Le Journal du dimanche » - 28 avril.

la cam de ber portraits

« Le geste gauche, l'air traqué, un sourire de doux adolescent un peu las, Bertrand Renouvin semble flotter dans un costume trop grand pour lui : celui de candidat à la présidence de la République. A 31 ans, c'est une aventure. Difficile... »

« Ma campagne est une campagne d'explication et de réflexion. Sur l'Etat, la société, la nation. Il faut être concis. Une heure d'antenne, finalement c'est peu. Alors je me contente d'amorcer un débat. Un débat capital : il porte sur la société. C'est l'homme qui est en jeu. L'exploitation des gens par le capitalisme est aujourd'hui beaucoup plus fine. Regardez le quartier de la Défense : c'est l'image de notre société de bureaux. Métro, boulot, dodo ! Il n'y a plus ni fête ni aventure. Il s'agit d'une crise personnelle et collective. On vit par procuration, ce qui explique le déchaînement de la violence et de l'érotisme au cinéma. On vit de moins en moins par soi-même. Le ras-le-bol, c'est du vécu. Pas d'intérêt, pas d'avenir, pas de participation ».

« IL FAUT D'ABORD UN ETAT »

Mai 1968 ! Bertrand Renouvin s'y est senti à l'aise. Et, au-delà de l'événement, on sent qu'il y a trouvé de nombreuses justifications à son combat actuel. Mais la royauté, « l'instauration » — et non la restauration — de la monarchie en France peut-elle résoudre une crise de civilisation ? « Il ne suffit pas d'un Etat, mais il faut d'abord un Etat »...

Paul BOSSE PLATIERE

« Ouest-France » - 29 avril 1974.

BERTRAND RENOUVIN, UN ROYALISTE QUI VEUT « REFAIRE LA REVOLUTION FRANÇAISE »

« ... Dans l'histoire de l'Action française, il est entendu que l'invasion de 1940 détermina dans la postérité de Maurras une ligne de démarcation difficilement franchissable. On en connaît les exemples : d'un côté Brasillach et Rebatet ; de l'autre d'Estienne d'Orves et Jacques Renouvin, celui-ci mort à Mathausen. Bertrand Renouvin est son fils. Etudiant d'A.F. à l'avènement de la V^e République, il ne se souvient pas avoir été séduit par ce qu'il appelle « la mythologie d'extrême-droite » du milieu. Le voici qui, plongé dans l'étude de Maurras, découvre avec quelques autres que le Maître n'était pas ce

En dehors du temps imparti par la Commission de Contrôle à chaque candidat dans leurs émissions radio et télé, la campagne se déroulait toujours sur les ondes, dans un cadre moins austère et moins contraignant, que ce soit à l'occasion d'une série de « portraits » ou de quelque tribune. Tandis qu'à France-Inter Gérard Leclerc s'attachait à définir la personnalité de Bertrand Renouvin, les stations périphériques diffusaient et reprenaient les déclarations du candidat (1).

Le « Grand jury » de R.T.L. donnait l'occasion à Gérard Leclerc et à M^r Hervé Catta d'intervenir au cours de tumultueux débats sur les priorités du moment : les obstacles rencontrés dans la diffusion des professions de foi et des affiches officielles ; la violence « révolutionnaire » ; le pillage des matières premières dans le tiers Monde ; la famine dans le Sahel ; l'avortement ; la lutte contre la sélection biologique ; l'indépendance nationale.

Enfin sur la seconde chaîne le 30 avril, l'équipe d'I.N.F.-2 interrogeait Bertrand Renouvin sur le sens de sa candidature.

Merci à tous les journalistes qui ont eu le souci d'assurer la liberté de l'information.

pagne trand renouvin

qu'on lui apprenait qu'il était : « Maurras, c'était quelque chose de plus profond, l'homme d'une aventure intellectuelle passionnante qui restait enfouie sous la glose ». Sur les quais, il s'aperçoit que les vieux bouquins de Maurras sont rarement découpés : « On ne lisait pas Maurras ».

ARLETTE ET BERTRAND

Survient Mai 68. Renouvin ne quitte pas sa chambre. Il observe. Puis juge que les révolutionnaires n'ont pas tort, qu'ils ont même tout à fait raison de poser le problème politique en termes de société : exactement ce que le jeune Maurras révolté des premières années 1900 avait fait à l'égard de la société de la fin du XIX^e siècle : « Dès lors nous nous sentions très à l'aise vis-à-vis de la contestation. Maurras nous paraissait bien plus proche de nous que du temps de l'entre-deux-guerres et de la guerre ». De cette synthèse naquit la Nouvelle Action Française et une thèse sur *L'Action Française et la question sociale*.

Le candidat Bertrand Renouvin est-il d'accord avec les thèmes révolutionnaires développés par sa sœur d'élection Arlette Laguiller ? « Avec sa critique de la société, oui. Avec son analyse et sa conclusion, non. Son raisonnement est rempli de schémas bas-marxistes et l'instauration du pouvoir ouvrier ne peut que renforcer celui de la bureaucratie. » Il est vrai que là où Arlette

dénonce « un Etat pléthorique et oppressif, propriété mal acquise des banques et des trusts, qui saigne les malheureux », Bertrand Renouvin veut « libérer l'Etat des féodalités qui nous oppriment depuis deux cents ans et l'enlever des mains des marchands pour le rendre aux Français en particulier aux exclus de la croissance ». Sur ce point, seul le langage diffère. On reconnaît chez Bertrand Renouvin celui de Maurras : « les libertés ne s'octroient pas, elles se prennent ». Mais du maître au disciple, l'environnement culturel n'est pas le même. Quand Maurras en était resté à la critique sociale de Comte, de Le Play et de La Tour du Pin, Bertrand Renouvin s'est formé à la lecture des sociologues américains, de Mumford, Galbraith ou Friedman...

Mais peut-on parler du roi, comme d'une simple recette politique en quelques minutes d'antenne ? Non. La « conclusion royaliste » est affaire individuelle qui viendra au terme d'une réflexion. Voilà pourquoi elle ne sera pas évoquée...

Paul GUILBERT

« Le Quotidien de Paris » - 27 avril 1974.

UN ROYALISTE DANS LA REPUBLIQUE

« ...Bertrand Renouvin compte, en effet, parmi ceux qui ont tenté de redonner une jeunesse à l'idée monarchiste en créant, en 1971, hors de

la vieille Restauration nationale, cette Nouvelle Action Française, dont on a pu dire qu'elle était un rendez-vous de royalistes « gauchistes ».

En l'occurrence, c'était surtout un rendez-vous de royalistes « contemporains » ayant senti le souffle de mai 1968, ayant brisé là avec le traditionalisme formel de leurs aînés et décidé de dégager leur famille politique du voisinage gênant de l'extrême-droite, de ses mauvais souvenirs et de ses excès.

Malgré tout, défendre des thèses monarchistes, croire au retour du roi, œuvrer à la Restauration, n'est pas chose facile en 1974, surtout si on veut épouser son temps et d'autant plus que l'héritier — le prince — garde un silence lointain.

C'est peut-être ce qui donne à Bertrand Renouvin ce visage sombre, à la Télévision et, à la radio, cette voix prédicante, au total cette image un peu monacale, trop sérieuse pour son âge. C'est que son projet est ambitieux et grave : donner à penser aux citoyens de la République, aborder des sujets ignorés des autres candidats, remettre en cause l'organisation de l'Etat, préparer une solution dont bien peu de Français sont prêts à entendre l'énoncé sans sourire...

N.-J. B.

« Le Monde » - 28 avril 1974.

tribunes libres (extraits)

« ... L'Etat, devenu instrument de clans et mis aux enchères publiques depuis le 2 avril, n'existe plus ! L'indépendance du pouvoir, la primauté de l'intérêt général, la stabilité et la dignité, tout cela a été balayé par le spectacle affligeant donné par la classe politique depuis la mort du Président de la République.

« Fait d'autant plus grave que, sur le plan intérieur comme en matière de politique extérieure, la France doit faire face à des échéances très importantes. La vie des Français ne s'est pas arrêtée pendant la campagne électorale. Chaque jour apporte ses hausses de prix, son lot de travail harassant et sans finalité, de transports longs et épuisants, de villes-dortoirs et de spéculations immobilières qu'une politique économique à courte vue n'a fait qu'aggraver et que les politiques de rechange ne modifieront pas... »

« L'Union » (Reims) - 22 avril 1974.

« Notre seule chance de permettre l'épanouissement d'une société communautaire, de redonner un sens de l'existence et une espérance, à notre peuple, nous ne la trouverons pas dans le système actuel. Il nous faut chercher ailleurs, repenser complètement les rapports entre les citoyens et l'Etat. C'est pour cela qu'une jeune école de pensée comme la Nouvelle Action Française est monarchiste. La monarchie est le régime dans lequel l'Etat a retrouvé son indépendance, a été libéré de la pression des groupes d'intérêts et des partis politiques. Elle seule peut accomplir sa mission d'arbitre au

service de l'intérêt général et de serviteur de la société tout entière, en s'associant le concours de toutes les compétences du pays sans acception de clan ou d'idéologie. Par la continuité du pouvoir, elle assure le développement d'une politique à long terme, à même de réaliser tous les changements qui s'imposent. Coordonnant la politique de la nation, elle nous permettra de retrouver notre citoyenneté perdue, brisée par deux siècles de centralisation et de capitalisme.

« La Révolution Française est à refaire ! Elle pourra s'inspirer de notre ancienne révolution communale, quand avec l'aide de la monarchie, les paysans et les citadins se libérèrent de la tutelle des féodaux. Alors seulement la France redeviendra un foyer pour l'intelligence, un espoir pour les opprimés, et pourra mener à bien un vrai projet de civilisation. »

« La Croix » - 2 mai 1974.

« ... Il y a plus grave. Les pouvoirs partisans qui se sont succédé au cours des différentes républiques ont tous eu la hantise des élections. Rien de moins que quatorze scrutins nationaux (élections présidentielles, législatives ou référendum) depuis 1958 ! Cette situation les obligeait à conditionner les habitudes mentales de nos concitoyens, comme à tenir en tutelle des collectivités locales qui, trop puissantes, auraient pu constituer des armes dangereuses aux mains de l'opposition.

La démocratie « formelle » aboutit ainsi à faire triompher la plus scandaleuse escroque-

rie politique contemporaine : la souveraineté théorique accordée aux Français aboutit en pratique à les priver d'un droit concret à la citoyenneté.

Il devient urgent de restituer aux Français leur citoyenneté perdue. Mais il faut pour cela que l'Etat soit soustrait aux jeux de l'urne et du hasard... »

« Le Monde » - 4 mai 1974.

TEMOIGNAGE

« C'est un vrai battage forain qui témoigne, à mon avis, d'un grand mépris des Français et de leur jugement, estime de son côté un lecteur d'Angers. Les seuls candidats qui, à mes yeux, expriment la vérité et la gravité des problèmes actuels sont ceux qui n'ont malheureusement aucune chance. L'un attire l'attention sur les dangers que le gaspillage et la pollution font courir au monde. L'autre dénonce à bon droit la bureaucratie tracassière et omnipotente, les nouvelles féodalités que sont les grands monopoles d'Etat ou privés. Un troisième montre avec justesse l'injustice dont souffrent les victimes de notre société, les femmes, les immigrés. Ainsi René Dumont, Bertrand Renouvin, Arlette Laguiller parlent-ils des réalités au lieu de vendre du vent. »

« Le Monde » - 5-6 mai 1974.

Lettre de lecteur citée par Pierre Viansson-Ponté dans « Au fil de la semaine ».

avortement : il ne suffit pas d'être contre!

Aujourd'hui, je vous parlerai des enfants. Je vous parlerai de l'avortement qui illustre de façon particulièrement douloureuse et scandaleuse la crise de la société moderne. **Douloureuse** parce qu'il s'agit de la vie ou de la mort d'êtres humains. **Douloureuse** parce que les femmes qui se font avorter sont des victimes et non des coupables. Mais **scandaleuse** aussi parce que les partis politiques jouent avec le sort d'innocents pour gagner des voix.

C'est le **cynisme** à l'état pur, c'est la **politique de facilité** qui se cache derrière les mots de liberté, de droit, de générosité. C'est l'**hypocrisie** qui se cache derrière les nobles discours des défenseurs patentés de l'ordre moral.

Ainsi M. Chaban-Delmas suggère un référendum sur l'avortement. Comme si une loi, même démocratiquement votée, pouvait changer quoi que ce soit aux faits de nature.

Mais ces **habiletés électorales et juridiques** ne changent rien au fond des choses : qu'ils soient de droite ou de gauche, partis et candidats portent chacun leur part de responsabilité.

Il faut se souvenir que M. Poniatowski, ministre républicain indépendant, a été l'initiateur du projet de loi légalisant l'avortement. Il faut savoir que M. Giscard d'Estaing, symbole de la droite conservatrice, a fait personnellement pression sur les députés de son groupe pour qu'ils votent le texte gouvernemental. Il faut se souvenir que le député UDR Peyret a été le rapporteur du texte sur l'avortement.

Voilà de la bonne compagnie pour la gauche, elle aussi favorable à la légalisation de l'avortement. Curieuse attitude, de la part d'une famille politique qui n'a cessé de se réclamer de la générosité, de la liberté et des droits de l'Homme.

La **Liberté**, est-ce pouvoir tuer un être vivant, dont le cœur bat vingt jours après la conception ? La **Générosité**, est-ce exposer les femmes à la frigidité, à la stérilité ou à la névrose ? Les **droits de l'Homme**, ne concernent-ils pas l'enfant dans le corps de sa mère ? L'enfant que l'on condamne à l'asphyxie, au dépeçage

ou à l'empoisonnement dans cette opération nommée avortement ?

Il serait bon que les hommes dits de gauche y regardent à deux fois avant de faire cause commune avec les cyniques. Il serait bon qu'ils réfléchissent sur les conséquences de leur attitude, pour l'homme comme pour la société. Il serait bon que les partisans du respect de la vie prennent garde à leur porte-parole habituel.

Car M. Royer, défenseur de l'ordre moral, s'est bien gardé de se désolidariser de MM. Poniatowski et Giscard d'Estaing, lors de la discussion du projet sur l'avortement. Comme quoi les bonnes places passent avant les grands principes. M. Royer ferait mieux de se taire, s'il possédait un peu de cette pudeur qu'il agite comme un drapeau.

Giscard d'Estaing ou Mitterrand, Royer ou Chaban-Delmas, ils sont **tous responsables** et ils risquent de déclencher une **logique infernale** qui ruinerait les fondements mêmes de notre civilisation. Car la légalisation de l'avortement **pourrait bien n'être qu'un début**.

On veut se débarrasser des enfants bien portants. Mais alors, pourquoi ne détruirait-on pas les bébés mal formés ? Pourquoi ne supprimerait-on pas les vieillards, les infirmes et les malades mentaux ? Autant de gêneurs, dans une société qui s'intéresse uniquement à ceux qui produisent et consomment.

Vous croyez que je dramatise à l'excès ?

Mais l'écrivain Fabre-Luce souhaite qu'à partir d'un certain âge le médecin devienne l'accoucheur de la mort. C'est-à-dire la **légalisation de l'euthanasie**, déjà proposée en Angleterre. Et comme par hasard, le député UDR Peyret, rapporteur de la loi sur l'avortement, a exprimé la même opinion, approuvant par ailleurs certaine revue qui rêve de créer une nouvelle race des seigneurs, à partir d'une rigoureuse sélection biologique. On commence par supprimer les enfants. Ensuite on supprimera les vieillards. Enfin tous ceux qu'on estimera inutiles, au nom de l'efficacité ou de la pureté biologique.

Ceci dans le droit fil de la **législation hitlérienne**.

Souvenez-vous, malgré la liberté et le confort retrouvés. L'époque des crématoires n'est pas tellement loin. Elle n'est pas morte avec Hitler. Elle renaît aujourd'hui dans certains films ou dans certains livres. Elle peut se greffer sur notre société obsédée par l'efficacité, au nom d'une fausse conception de la qualité de vie. Une nouvelle barbarie scientifique n'est pas inconcevable. **Prenons garde de ne pas la susciter.**

Voilà pourquoi je ne peux approuver les partisans de l'avortement. **La destruction de la vie n'est jamais une solution.** Et cette fausse solution recèle trop de périls pour qu'on puisse y consentir.

MAIS IL NE SUFFIT PAS D'ETRE CONTRE !

C'est trop facile de se réfugier derrière des **grands principes pour ne pas voir les détresses matérielles et morales**. C'est trop facile de condamner les victimes, quand il s'agit de dénoncer **les causes politiques et sociales de ce drame**.

— quand une **politique urbaine** met hors de prix les grands appartements, elle favorise l'avortement ;

— quand la **politique économique** contraint les femmes à travailler à plein temps pour équilibrer le budget familial, elle favorise l'avortement ;

— quand la **publicité** exalte l'image de la femme-objet, elle favorise l'avortement ;

— quand l'**Etat** refuse de consentir à une véritable politique familiale et sociale, il favorise l'avortement.

C'est dire qu'il n'y aura pas de solution humaine à ce drame tant que l'Etat n'aura pas changé de nature, et tant que la société continuera à nier, à mutiler et à détruire tout ce qui est humain.

**TEXTE DE L'ALLOCATION
DE BERTRAND RENOUVIN**

du lundi 29 avril

un anniversaire prometteur

En fondant, voici trois ans, la **Nouvelle Action Française** nous avons tourné nos espoirs vers la figure exaltante de Jeanne d'Arc. Dans ce symbole des combattants de résistance et de libération, dans cette fille du peuple français, Maurras nous avait fait reconnaître un des purs génies politiques.

Les luttes que nous devions engager visaient la défense de l'indépendance nationale face aux hégémonies quand on voulait dissoudre la France à coup de référendums. C'était le danger d'une Europe germano-américaine, ce marché commun plus « marchand » que « commun ».

Nous voulions aussi reprendre, avec toute la nation organisée, nos pouvoirs dans l'entreprise et dans nos quartiers. Il fallait être présents dans les querelles de l'Université ; il fallait être attentif à la renaissance d'un syndicalisme hors des cadres partisans, lors de la grève du métro.

Mais tout se résumait dans notre volonté royaliste, car seule l'institution royale pouvait, en restaurant l'Etat, permettre et l'indépendance nationale et la redistribution des pouvoirs de décision dans la nation.

Le mouvement royaliste a tenu ses promesses de diffusion des idées du salut national. La N.A.F. a porté de bons fruits pour son anniversaire : la candidature de Bertrand Renouvin à l'élection présidentielle marque, de toutes les manières, une étape dans notre conquête de la France ; c'est une conquête de l'intelligence

et des cœurs !

En prenant congé sur les ondes nationales, Bertrand Renouvin a dit le vendredi 3 mai : « **Je suis sûr que nous nous retrouverons pour restaurer l'Etat, pour défendre l'indépendance nationale et pour reconquérir nos libertés de citoyens.** »

Pouvait-on mieux conclure ces grandes leçons de politique française, hautement maurrassiennes et pleinement royalistes qu'en réaffirmant que la Monarchie n'est pas un parti ? Pouvait-on mieux présenter la solution monarchique à nos concitoyens que dans cette démonstration longue et patiente qui a conquis une audience nationale en quinze jours ?

Et cette victoire ne tardera plus quand le futur Président sera prisonnier des groupes financiers et des coalitions partisans qui l'auront élu ; quand l'âme de la France sera vendue uniquement pour élargir le marché ; quand les régions s'insurgeront contre la tutelle maintenue par un Etat totalitaire parce que technocratique ; quand la nation, au-delà des guerres civiles larvées, cherchera l'amitié et la réconciliation ; quand toutes les réformes sociales auront échoué faute d'institutions politiques appropriées.

Quelle victoire déjà d'avoir, en moins de trois années, fait revivre l'idée royale en France ! Quelle victoire d'avoir détruit bien des clichés qui entravent nos actions depuis longtemps, clichés dus aussi bien à l'éducation bour-

geoise qu'à bien des erreurs d'anciens royalistes.

Enfin le royalisme n'est ni de droite ni de gauche ; enfin il n'est ni le garant d'un ordre moral bourgeois et républicain, ni le soutien des jouisseurs sans frein.

Notre époque, dit le Comte de Paris, **est une période de dévoilement**. C'est par sa lance que Jeanne ouvrirait son chemin ; c'est par notre action et notre présence que tomberont les masques !

Ph. VIMEUX

FETE DE JEANNE D'ARC

Nous célébrons cette année la fête de Jeanne d'Arc à Troyes. Le rendez-vous est fixé à **10 heures précises** sur la place de la Cathédrale. Après la cérémonie, pique-nique, réunion chez M. de Villemereuil, à Villemereuil (hameau de Moussey). A la sortie de Troyes, prendre la direction de Dijon, à Maison-Blanche prendre la direction de Tonnerre par la N 444. Villemereuil est à 10 km environ de Troyes. Les achats pour le pique-nique peuvent être faits au magasin Mammouth à Barberet (entrée de Troyes sur la N 19 quand on vient de Provins).

prendre la parole !

Les prochaines semaines nous laisseront-elles beaucoup de loisirs pour analyser, comme il conviendrait, les données qui dans les circonstances présentes révèlent la radiographie de la France ? Ce n'est pas sûr. Il faudra pourtant s'y mettre, même au plein feu de l'action. Certains risquent, en effet, de se laisser aller aux clichés répercutés actuellement par les médias. Les vertiges du schématisme dialectique aidant, la lucidité politique risque de s'émousser au point de faire perdre le bon sens et d'égarer l'action militante dans des chemins de traverse. Moins que jamais, il ne nous est permis de faire une erreur de jugement. A l'heure où par la voix de Bertrand Renouvin, la **nouvelle action française** atteint pour la première fois une audience nationale, à l'heure où un véritable départ est enfin donné à une action royaliste d'un type résolument traditionaliste et progressiste, il serait criminel de gâcher nos chances ; chances qui s'identifient avec celle de la France. On s'en apercevra dans un proche avenir.

Tous les « politologues » de bonne foi confirmeront que l'audience de Bertrand Renouvin va bien au-delà d'un « score » électoral qui a d'autant moins de signification qu'il s'est réalisé malgré la volonté expresse du candidat de ne pas briguer les suffrages. Les témoignages sont innombrables. Ses interventions à la radio et à la télévision ont touché tous les électors, et à l'intérieur de ces électors ce qu'il y a de plus engagé et de plus réfléchi. Je pourrais faire état ici de conversations que j'ai eues avec des journalistes importants, avec des responsables politiques de premier plan, certains appartenant à l'entourage de François Mitterrand, pour confirmer l'audience d'un candidat dont le « message » a d'autant plus frappé qu'il rompait les clivages et les dialectiques reçues.

Dans les semaines et les mois prochains, il conviendra de reprendre et développer le message dans son intégralité, avec des moyens et une audience renforcés. Mais cela ne sera possible que dans la mesure où nous aurons tenu compte du contexte présent. Ce contexte s'analyse dans des données singulièrement plus réelles et plus profondes que les « résultats ». Je voudrais en donner ici quelques exemples :

● On dit que la France s'est coupée en deux : la gauche et la droite. Que signifie exactement cette coupure ? Faut-il suivre Jean-Marie Borzeix du **Quotidien de Paris** : « **Très schématiquement, d'un côté, les possédants, les professions libérales, les femmes : la France de l'ordre. De l'autre, les salariés, les jeunes, les hommes : la France du mouvement.** » Cela est trop brutal mais non sans vérité.

● La gauche se trouve renforcée par un fort apport catholique. On sait qu'un prêtre sur deux vote Mitterrand et que la proportion est plus forte encore à mesure que la moyenne d'âge est au-dessous de 40 ans. La poussée électorale de Mitterrand se fait dans des régions traditionnellement chrétiennes. « **Au point, note Robert Serrou dans "Paris-Match", d'inquiéter les responsables du parti socialiste qui, sachant que 55 % de ses membres sont des catholiques, et parmi eux de nombreux prêtres, redoutent de le voir devenir un véritable fief chrétien.** »

● L'échec de Chaban-Delmas, héritier de la tradition gaulliste, qui avait fait sa campagne sur l'indépendance nationale et la nouvelle société, provoque d'ores et déjà un sentiment de frustration dans une part non négligeable de la population. Cet échec est celui du gaullisme et celui de la V^e République, dans la mesure où de Gaulle se voulait au-delà des partis, au service de l'Etat et de la nation.

● L'extrême-droite a rallié Giscard. Pas de remarque à faire sur ce point. Par contre la déception de la droite traditionaliste qui avait mis tous ses espoirs en Jean Royer doit être notée. Il faudra revenir sur cette brève aventure dont l'échec ne nous a pas surpris, mais qui en revanche pose bien des questions. Celle en particulier de l'ambiguïté d'une « réaction » qui solidarise les intérêts de certaines catégories sociales, la peur du changement et la défense de principes de civilisation, tel celui du respect de la vie.

Cela est bien cursif. Je ne veux pas aller plus loin pour le moment, laissant à nos militants le soin d'y réfléchir. C'est dans ce contexte qu'ils auront à manœuvrer, à livrer le message.

La seule consigne qui peut être d'ores et déjà donnée et que nous aurons à dé-

tailler prochainement peut se résumer par un slogan. **Pour continuer la campagne de Bertrand Renouvin, prendre la parole.** Prendre la parole, partout, dans tous les forums possibles et imaginables. Créer, inventer des groupes de discussion. Inviter chez soi les voisins de l'immeuble qui ont mordu aux topes de Bertrand pour approfondir avec eux. Aller voir systématiquement dans les maisons de jeunes, les responsables pour leur demander de participer à des discussions, faire des exposés. Prendre prétexte de tout pour s'infiltrer, s'exprimer, diffuser la **N.A.F.** et le **Projet royaliste.**

Un mouvement s'est amorcé. Enfin nous avons conquis un pouvoir capital, le droit à la parole. C'est l'arme la plus redoutable. A nous de faire la preuve que nous saurons nous en servir : ce n'est qu'un début !

Gérard LECLERC

UN AUTRE MAURRAS

La souscription du livre de Gérard Leclerc, « **Un autre Maurras** », continue.

Les prix seront les suivants pendant la souscription.

1 ex. : 25 F (franco)

3 ex. : 65 F (franco)

5 ex. : 100 F (franco)

10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription, les prix seront :

1 ex. : 27 F (plus port)

3 ex. : 75 F (plus port)

5 ex. : 115 F (plus port)

10 ex. : 180 F (plus port).

Pour souscrire à ce livre, il suffit de le commander à l'Institut de Politique Nationale. B.P. 558-75026 Paris Cedex 01. Tous les versements seront faits à l'ordre de l'IPN - C.C.P. La Source 33537-41.

COMMUNIQUE

DU COMITE DIRECTEUR

Dans sa séance du 9 avril, le Comité Directeur de la Nouvelle Action Française, a demandé à M. Yves Lemaignan de bien vouloir assumer sa présidence. M. Yves Lemaignan a accepté. Au cours de la même séance le Comité Directeur a coopté M. Jacques Beaume, président de la section du 15^e arrondissement.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la **N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}**

d.o.m.-t.o.m.

et élections

Sept cent quatre-vingt-dix mille électeurs de l'Outre-Mer français vont participer eux aussi à la grande foire de mai ; soit plus de 2 % du corps électoral. A ne pas négliger ! Et tout à coup, la faune politique a, pour cette France éparpillée à travers les continents, les yeux de Chimène.

Mitterrand s'aperçoit que la partie du Programme commun concernant l'Outre-Mer est difficile à avaler par les socialistes du coin, assez bornés pour vouloir rester français. Giscard, dont *Le Monde* nous laissait entendre dans un article publié ces jours-ci que la France des Tropiques était le cadet de ses soucis, se découvre une passion, si brutale, si profonde pour les Antilles, qu'il y propulse son épouse en gracieuse messagère. Quant à Debré — « Papa Debré » comme l'on dit à Bourbon — porte-parole de Chaban, sa passion est plus ancienne et même, croyons-nous, sincère pour cette Réunion où il va porter la bonne parole. Cependant son action personnelle n'est pas une excuse à tous les scandales étouffés, mais perçus plus ou moins confusément par la population locale qui sait fort bien tout ce qu'il y a de pourri et de sordide dans un certain milieu réunionnais « dirigeant ».

La position de la N.A.F. est claire en ce qui concerne le présent et l'avenir de l'Outre-Mer. Dès que fut connu le projet d'octroi d'indépendance aux Comores, le Comité Directeur réaffirma avec force le principe de l'intégrité du territoire national, et si notre mouvement souhaite que chaque communauté, chaque peuple qui compose la nation affirme son originalité, ce serait faire preuve de la plus mauvaise foi de prétendre que la N.A.F. rejoint le camp des séparatistes.

UN RAPPORT ACCABLAN

Ceci réaffirmé, la coïncidence veut que le *Journal officiel* publie actuellement un très substantiel rapport du Conseil Economique et Social sur la situation dans les D.O.M. et T.O.M. Il nous paraît utile de donner quelques aperçus sur l'action cumulée des IV^e et V^e Républiques dans ces régions.

Dans les D.O.M., le V^e Plan avait été orienté essentiellement vers deux directions. Il s'agissait en premier lieu d'aboutir à l'expansion et la modernisation de l'agriculture afin de nourrir la population locale tout en diminuant les exportations et, dans ce domaine, certaines études avaient démontré que grâce à l'irrigation l'accroissement du produit agricole brut pouvait être compris entre 80 et plus de 100 %, alors que l'accroissement des emplois agricoles allait de 50 à 100 %. Le deuxième objectif visait à industrialiser ces régions dans la perspective de création d'emplois. Un programme fort raisonnable auquel on ne pouvait que souscrire. On n'en ressent que plus vivement l'échec total qui apparaît en quelques chiffres.

Le taux de réalisation du Plan pour les trois premières années d'exécution en ce qui concerne l'agriculteur est égal à 30 % et sera tout au plus égal à 50 % en fin de Plan.

Dans le domaine industriel l'échec est encore plus net. Le taux de réalisation, des prévisions du ministère du Développement industriel était en 1972, égal à... zéro pour cent et — humour sans doute involontaire — le rapporteur du

Conseil Economique nous explique qu'en extrapolant les résultats obtenus, ce pourcentage sera égal à ...zéro pour cent en fin de Plan (pour ceux qui refuseraient de croire à une pareille énormité voir J.O. du 12 mars page 490). La situation dans le domaine industriel est encore aggravée par certains effets des accords pris dans le cadre de l'élargissement de la C.E.E. auxquels la France a souscrit et qui risquent de détourner les investisseurs privés de l'Outre-Mer français. Ce phénomène est d'ores et déjà illustré à la Réunion où l'industrialisation du département est condamnée par l'association de Maurice, l'île voisine, à la C.E.E. En effet le règlement communautaire n'accorde dans le domaine industriel aucune protection du marché réunionnais sans enfreindre la convention de Yaoundé, alors que l'île Maurice peut le faire pour protéger ses industries naissantes. Il est certain que dans une optique de rentabilité maximum, les capitaux iront s'investir de préférence à Maurice où les charges salariales sont très inférieures à celles qui pèsent à Bourbon.

Le résultat global de cette politique de Gribouille est que l'essentiel de la croissance du produit intérieur brut est dû au secteur tertiaire et principalement aux salaires servis aux fonctionnaires, la situation des agriculteurs qui composent la majeure partie de la population n'étant pas améliorée depuis 1966. S'agissant de la production moyenne par habitant dans les D.O.M., elle est égale à 20 % de celle du Métropolitain, ce qui est le signe d'un chômage très important que la République généreuse et égalitaire refuse de compenser par des allocations de chômage et, pour faire bonne mesure, il a été décidé que ceux qui ne perçoivent pas cette allocation ne touchent plus d'allocations familiales — que les femmes aillent se faire avorter et ça règlera le problème !

On n'en finirait pas de citer des exemples. Pour en terminer avec les D.O.M., il nous faut parler de la Guyane. Cette Guyane dont le rapport nous apprend (J.O., page 442) qu'il s'agit... d'une île de 2.500 km² ! Que se passe-t-il sur ces 90.000 km², de terre française en Amérique du Sud ? L'industrie forestière a cessé ses activités, les gisements de bauxite ne sont pas exploités, la pêche industrielle est entre les mains de deux sociétés nord-américaines : la PIDEG et la « Sea Farms » dont les profits retirés de la flotte et des usines vont, note le rapport « dans leur quasi totalité aux Etats-Unis ». Précisons qu'il s'agit dans cette affaire d'un pillage plus que d'une exploitation dans la mesure où les techniques employées aboutissent à un épuisement des fonds. Et il faut encore en ajouter à ce désolant tableau, signalons que le déficit de la balance commerciale de la Guyane était égal à 90 % en 1972... Encore un exemple ? Depuis plusieurs années est envisagée une opération consistant à prendre une série de photos aériennes du département de façon à dresser une carte aéromagnétométrique permettant de déceler s'il existe dans le sous-sol des gisements d'uranium ou autres minerais — problème sans importance, comme l'on voit. Les crédits soit 3 millions de francs représentent 4 % du coût officiel de la campagne électorale — ils sont bloqués — pour quelle raison ? Enfin, scandale des scandales, parmi les recommandations formulées par le Conseil Economique pour assurer le développement de la Guyane il est demandé que soient prises les mesures appro-

priées pour la sauvegarde des derniers groupes humains qui vivent dans la forêt, cette recommandation prend place entre le « développement de la pêche » et la « restructuration du commerce de gros ». La hiérarchie est respectée — inouï !

La place manque pour parler en détail des T.O.M. mais nous ne pouvons passer sous silence le fait suivant qui serait du plus haut comique s'il n'était tragique. Nos compatriotes des Comores vont être appelés à élire un Président de la République pour sept ans, Président dont l'article 5 de la Constitution nous dit qu'il est garant de l'intégrité du territoire. Or la République, dont l'article 2 de la même Constitution stipule qu'elle est « indivisible », a déjà programmé l'indépendance de cet archipel dans un délai de 5 ans. Que se passera-t-il si la différence à l'élection se fait avec les voix des Comoriens ?

Précisons que le P.I.B. dans ce territoire est égal à 580 F par an et par habitant. Certains experts internationaux estiment à un peu plus de 1 000 F par an et par tête le seuil des revenus en dessous duquel les efforts de développement économique risquent d'être inefficaces. On conviendra facilement à quelle mauvaise action va se livrer — je ne dirai pas notre pays mais son gouvernement — en donnant l'indépendance à l'archipel. Nous ne serons pas complices de cette lâcheté qui se prépare où sous le faux prétexte de « répondre aux aspirations profondes du peuple comorien à la liberté », ah, les grands mots, la France se débarrasse d'un territoire qu'elle a été incapable de développer à ce jour.

Voilà quelques exemples qui montrent à quel point la prétention des politiciens à séduire les Français d'Outre-Mer a quelque chose d'indécemment, de profondément indécent. Que ce soit Mitterrand, cet ancien combattant de la IV^e, co-auteur du Programme commun dont les partisans nous assurent que la partie traitant de l'Outre-Mer a été rédigée « à la hâte » — ce qui montre une fois de plus que lorsque l'on aborde ce problème c'est toujours du travail bâclé —, ou les chevronnés de la V^e, on est en droit de poser la question : « Avant de formuler de nouvelles promesses, comment justifiez-vous votre action passée dans cette affaire ? »

Michel FONTAURELLE

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)